

16 avril 1791



N.° 823.

LOI

*Additionnelle au Décret du 28 Janvier
dernier, qui ordonne la levée de cent mille
Soldats auxiliaires.*

Donnée à Paris, le 20 avril 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu, & par la Loi constitutionnelle de l'Etat, ROI DES FRANÇOIS : A tous présents & à venir; SALUT.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit.

*DÉCRET DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE,
du seize Avril 1791.*

*ARTICLES additionnels au Décret du 28 Janvier, qui ordonne
la levée de cent mille Soldats auxiliaires.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, sur le rapport de son Comité Militaire, décrète les articles suivans :

Case

folio

FRC

10340

no. 58

A R T I C L E P R E M I E R.

Les cent mille soldats auxiliaires que , par son décret du vingt-huit janvier dernier , l'Assemblée Nationale a destinés pour être répartis , lorsque les circonstances l'exigeront , dans les Régimens qu'il sera nécessaire de porter au grand pied de guerre , seront levés & entretenus de la manière la plus avantageuse pour la défense & la tranquillité du Royaume ; de sorte que , dans chaque Département , il en soit enrôlé un nombre proportionné à sa population , & à sa position plus ou moins rapprochée des côtes ou des frontières.

I I.

En conséquence des dispositions de l'article ci-dessus , le Ministre de la Guerre adressera dans le plus court délai à l'Assemblée Nationale , un projet de répartition , par Départemens , des cent mille soldats auxiliaires.

I I I.

Ledit état de répartition ayant été arrêté définitivement & décrété par l'Assemblée Nationale , sera ensuite adressé par le Ministre de la Guerre , aux Directoires de Départemens , qui , conformément aux articles trois , quatre & six du décret du vingt-huit janvier , recevront chacun dans leur Département respectif , un nombre de soumissions pour contracter engagement , égal à celui des auxiliaires qui leur aura été affecté.

(3)

I V.

Le Roi fera prié de faire, conformément à l'article quatre du Décret du vingt-huit janvier, les Réglemens nécessaires sur la forme des engagements que devront contracter pour trois ans, les hommes qui voudront servir comme foldats auxiliaires, sur la réception desdits auxiliaires, sur les conditions nécessaires pour obtenir l'admission, & sur les contrôles qui devront être dressés pour s'assurer de leur existence. Ces contrôles contiendront l'état de payement à faire aux auxiliaires admis, & les ordonnances de payement seront délivrées en conséquence de ces états dûment vifés & certifiés.

V.

Les foldats auxiliaires recevront, tous les trois mois, leur solde fixée par l'article cinq du décret du vingt-huit janvier, à trois sous par jour. Ils en seront payés sans retenue, dans le chef-lieu du District de leur domicile, & conformément aux Réglemens qui seront faits par le Roi.

V I.

Lorsque les foldats auxiliaires seront incorporés dans les Régimens, ils recevront la même paye & le même traitement affectés par les Décrets aux troupes de ligne; & cette solde commencera pour eux, à dater du jour de leur départ pour les Régimens qui leur auront été désignés.

V I I.

Le Ministre de la Guerre désignera, dans chaque

Département , un Commissaire des guerres , qui fera spécialement chargé de l'exécution des dispositions prescrites par le présent décret.

MANDONS & ordonnons à tous les Tribunaux , Corps administratifs & Municipalités , que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier , & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs , & exécuter comme Loi du Royaume. Mandons & ordonnons pareillement à tous les Officiers généraux & autres qui commandent les troupes de ligne dans les différens Départemens du Royaume , de se conformer à ces présentes , & de tenir la main chacun en ce qui le concerne , à ce qu'elles soient pareillement exécutées. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes , auxquelles nous avons fait apposer le Sceau de l'Etat. A Paris , le vingtième jour du mois d'avril , l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-onze , & de notre règne le dix-septième. *Signé* LOUIS ; *et plus bas* , M. L. F. DU PORT. Et scellées du Sceau de l'Etat.

Certifié conforme à l'original.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

M. DCC. XCI.